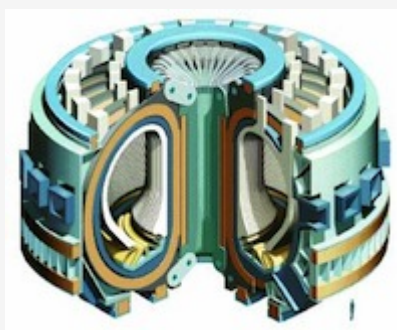


# Le Parlement européen sauve ITER de l'extinction

14 décembre 2011 / [EELV](#)">Parlement européen // EELV



Le réacteur expérimental de fusion thermonucléaire est en situation financière grave. Il vient de recevoir une rallonge du Parlement européen.

---

---

## **Service de presse du Parlement européen**

Accord du Parlement européen : le projet ITER recevra 1,3 milliard pour 2012-2013

Le projet international de recherche sur l'énergie de fusion nucléaire ITER devrait être

doté de 1,3 milliard d'euros pour 2012 et 2013, en vertu de l'accord approuvé par le Parlement européen le 12 décembre.

L'accord conclu le 1<sup>er</sup> décembre entre les négociateurs des États membres et ceux de la commission des budgets du PE a reçu, le 6 décembre dernier, le soutien de la commission des budgets dans son ensemble.

Pour financer le projet ITER, le cadre financier pluriannuel de l'UE (le CPF) devait être révisé. Tel était l'objet du vote qui a eu lieu en séance plénière, le 12 décembre.

La dotation de 1,3 milliard d'euros se répartit comme suit :

- ▶ 100 millions d'euros sont déjà prévus dans le budget 2012 ;
- ▶ 840 millions d'euros seront transférés des rubriques « administration » et « agriculture » vers la rubrique « recherche-développement » (selon le mécanisme de « compensation ») ; et
- ▶ 360 millions d'euros sont prévus pour 2013 et devront encore faire l'objet d'un débat dans le cadre de la procédure budgétaire 2013.

La révision du CFP a été adoptée par 581 voix pour, 102 voix contre et 16 abstentions.

ITER ne doit pas affecter le financement des autres projets

Le Parlement européen regrette vivement la déclaration faite le 12 décembre par une minorité de blocage de six États membres (DE, FR, AT, UK, NL, SE), qui est contraire à l'accord sur la source de financement des 360 millions d'euros en 2013.

*« Si le Conseil adhère à cette déclaration, le Parlement ne peut garantir les 360 millions nécessaires pour 2013 », a averti le député Reimer Böge (PPE, DE) qui a coordonné la révision du CPF au sein du Parlement, tout en ajoutant que « le financement d'ITER ne doit pas affecter celui des autres projets en 2013 ».*

Le projet commun de recherche ITER, auquel participent l'UE, les États-Unis, la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud, vise à établir la faisabilité

scientifique et technique de la production d'énergie de fusion. Le chantier ITER, situé à Cadarache (France), a débuté et il devrait s'achever en 2018.

Au cours de la phase de démarrage, l'Union européenne finance environ 45,5 % du coût du chantier, tandis que la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée, la Fédération de Russie et les États-Unis contribuent à raison de 9,1 %. Le total des dépenses estimées pour la phase de construction est de 13 milliards d'euros, dont l'Union européenne devrait couvrir 6,6 milliards.

---

### **Communiqué d'Europe Ecologie Les Verts**

C'est sans réfléchir que le PE donne son accord pour un financement supplémentaire à ITER

Le Parlement européen vient d'approuver un accord entre le PE et le Conseil qui autorise un fond supplémentaire de 1,3 milliard d'euros au projet de fusion nucléaire ITER. Ce fond sera prélevé sur le budget de l'UE pour la période 2012-2013. Ce compromis a été rejeté par le Groupe des Verts/ALE qui considère qu'aucun financement public ne devrait être consacré au projet ITER.

Réagissant à l'issue du vote, Michèle RIVASI, membre de la commission de la Recherche et de l'industrie a estimé que :

"Le projet ITER fait partie de ces éléphants blancs qui font rêver les politiciens : ils refusent dès lors tout esprit critique qui remettrait en cause des technologies dont ils n'ont aucune connaissance. Pourtant, de nombreuses thèses de chercheurs spécialisés dans la fusion par confinement magnétique alertent sur les dangereux phénomènes de disruption (explosion) qui pourraient avoir lieu dans les tokamaks, depuis des décennies.

Mais personne au Parlement européen ne sait ce qu'est un tokamak ou même une disruption, et ne souhaite pour autant s'y intéresser. Pourtant ce prototype fonctionnera

avec des substances radioactives dangereuses qui représentent un risque non négligeable en cas d'accident. Autre révélation troublante : ce projet international à 15 milliards ne bénéficie d'aucune assurance. Qui paiera en cas de catastrophe ? Cette irresponsabilité est grave d'autant plus que le site de Cadarache cumule les risques : qu'on arrête de répéter que les leçons de Fukushima ont été intégrées !» François ALFONSI, membre de la commission du budget a pour sa part souligné que : »Aujourd'hui, la droite et les socialistes européens ont décidé de poursuivre avec le financement du programme ITER pour 1,3 milliards euros pour 2012 et 2013 dont 360 millions qui devront être trouvés dans le budget 2013. Les programmes de recherche et de développement, notamment dans le secteur des énergies vertes, sont en grand danger pour l'année prochaine et le vote d'une résolution unilatérale par 6 Etats membres, dont la France, ne préfigure rien de bon.

L'orgueil des Etats qui s'obstinent à financer ITER est simplement inacceptable. Il empêche ces derniers, et en premier lieu Paris, de penser une autre politique énergétique en Europe après la catastrophe Fukushima.''

---

#### **Sources :**

- [Bureau de presse du Parlement européen](#)
- [Europe Ecologie Les Verts](#)

**Lire aussi :** *[Et si l'on arrêta ITER ?](#)*

- [Emplacement](#) : [Accueil](#) > [Info](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Le-Parlement-europeen-sauve-ITER>